

## Iran 2020 : assassinats et pendaisons à tous les étages



L'année 2020 a été difficile pour le pouvoir iranien, visé par des assassinats menés notamment par les Etats-Unis et Israël. La réaction de Téhéran a été redémarrage de l'effort nucléaire et la corde pour les "traîtres".

Avec Alain  
Rodier

L'année 2020 a très mal débuté pour l'Iran avec la liquidation par les Américains du major général Qassem Soleimani le 3 janvier à l'aéroport de Bagdad. Le chef de la force al-Qods des pasdarans (le "Service Action" des Gardiens de la Révolution) a fait l'objet de tirs de missiles air-sol mis en oeuvre par un drone américain. Ces derniers ont aussi atteint le chef opérationnel des Unités de mobilisation populaire (UMP) irakiennes, Amal Jaafar Mohamad Ali al-Ibrahim alias Abou Mehdi al-Mouhandis qui était venu accueillir son "ami" à l'arrivée de son vol depuis Damas. Il était au mauvais endroit au mauvais moment! En effet, ce dernier n'était vraisemblablement pas directement ciblé mais cette perte collatérale a été applaudie à Washington car ce proche de Soleimani représentait les intérêts armés de Téhéran en Irak. Cette opération *homo* a eu lieu sur ordre direct du président Donald Trump qui a tout fait pour déstabiliser l'Iran considéré comme un des trois "ennemis" majeurs des USA aux côtés de la Chine et de la Russie (la Corée du Nord avec son armement nucléaire a disparu des radars quant au Pakistan, personne n'ose évoquer le sujet de cette puissance nucléaire islamique).

Il y a longtemps que le Mossad aurait pu régler l'affaire directement mais il a été estimé en haut lieu en Israël qu'il était plus judicieux de laisser l'initiative au Président Trump. En effet, l'assassinat d'un haut responsable étranger - même s'il est impliqué dans des affaires secrètes pas très propres - est tout de même un fait exceptionnel au regard du droit international. Pour Washington, le meurtre de Soleimani relève d'une logique simple: l'administration Trump ne voulait rien négocier avec le régime en place à Téhéran souhaitant uniquement qu'il s'effondre de l'intérieur. Avec cette véritable provocation, Trump espérait atteindre le point de non-retour qui empêcherait son successeur de revenir à la table des négociations dans le cadre de l'accord "Joint Comprehensive Plan of Action" - JCPOA - portant sur le programme nucléaire iranien.

Il est très possible qu'Israël - qui a toujours poussé Trump à agir contre l'Iran - espérait que Téhéran riposterait de manière excessive donnant le prétexte aux États-Unis pour intervenir militairement au moins par des bombardements de sites stratégiques iraniens. Mais les mollahs ne sont pas tombés dans le piège car ils savent pertinemment que l'avantage tactique n'est pas dans leur camp malgré leur propagande effrénée concernant les "armements nouveaux" développés pas leur industrie (très souvent de simples maquettes). Une opération de grande envergure américaine soutenue par l'État hébreu, par l'Arabie saoudite (qui apporterait des facilités logistiques aux forces US et israéliennes, en particulier le droit de survol de son territoire) et par les alliés naturels de Washington au premier rang desquels se trouvent les Britanniques affaiblirait considérablement le régime.

En dehors de quelques tirs de roquettes sur des installations US basées en Irak effectuées par des miliciens chiites locaux qui voulait "venger" leur leader al-Mouhandis (actions dans lesquelles les Iraniens ont pris le soin de ne pas apparaître directement), les Iraniens n'ont rien fait de provoquant. Il n'y avait donc pas de quoi donner un prétexte d'intervention directe des forces américaines, ces

dernières se contentant de dire qu'elles évacueraient Bagdad (et en particulier l'ambassade) pour se replier sur des bases plus sécurisées.

L'ayatollah Ali Khamenei attend juste l'installation à la Maison-Blanche de Joe Biden pour voir si des négociations peuvent reprendre. Mais il semble que cela soit apparemment sans grand espoir car Biden serait aux mains des lobbies militaro-industriel et du renseignement US qui comptent bien reprendre la main après les humiliations subies sous l'ère Trump qui n'a eu de cesse de désengager les USA des théâtres de guerre, Somalie, Afghanistan, Irak, etc. Et pour ces lobbies, afin d'obtenir du pouvoir et les finances qui vont avec, il faut mettre en avant de redoutables ennemis quitte à en exagérer la puissance et la volonté hégémonique. L'Iran occupe une place de choix avec la Chine (il est vrai que Pékin a des ambitions sur l'ensemble de la Mer de Chine) et la Russie (qui ne souhaite que préserver un glacis de sécurité entre l'OTAN jugée agressive et son territoire ; il y a longtemps que le Kremlin n'a plus d'idéologie à exporter, ce qui n'est pas le cas de la Maison-Blanche).

La force al-Qods des pasdarans a toujours constitué un souci pour la politique américaine au Proche et Moyen-Orient. Elle a évolué durant les 23 ans de commandement du général Qassem Soleimani. C'est en effet lui qui a fait passer cette petite unité chargée des opérations secrètes hors d'Iran (au départ, surtout la liquidation des opposants, mission toujours d'actualité comme cela sera évoqué plus loin) en une institution coordonnant l'action de véritables "brigades internationales" composées d'Afghans, de Pakistanais, d'Irakiens, de Yéménites et de Libanais. De l'ombre, al-Qods est passée à la lumière devenant un symbole de puissance permettant de recruter des nouveaux activistes et d'influer sur la gouvernance de certains pays dont l'Irak et la Syrie ont sont les meilleurs exemples. Le Yémen et le Bahreïn restent pour l'instant des théâtres de guerre secondaires pour l'Iran qui permettent juste d'ensabler son grand adversaire, l'Arabie saoudite.

Comme il fallait s'y attendre, la neutralisation du bouillant général a entraîné de considérables évolutions. Sur le plan interne de la force al-Qods, ni son successeur - et adjoint de toujours -, le brigadier général Esmail Qaani (qui n'a pas d'ailleurs pas été promu au grade de major général, est-ce un signe de défiance?), ni son second, le brigadier général Mohammad Hossein-Zadeh Hejazi (désigné le 20 janvier 2020) n'ont tenté de copier Soleimani sachant qu'ils n'en n'ont ni le charisme ni la notoriété et, surtout pas, l'appui inconditionnel de l'ayatollah Khamenei. Ils ont donc replongé la force al-Qods dans une phase de clandestinité qui présente l'avantage de ne pas dévoiler les intentions de Téhéran mais avec le défaut de moins attirer l'enthousiasme des foules chiites étrangères. Cela dit, si Soleimani suscitait une vénération de la rue chiite, il attirait aussi les critiques des responsables politiques et/ou religieux en Irak et même en Iran. Il y a eu beaucoup de larmes, parfois de crocodiles...

Si Qaani est peu connu en dehors de ses contacts privilégiés en Afghanistan et au Pakistan, Hejazi est soupçonné avoir participé en tant que conseiller en renseignement et en sécurité auprès du guide suprême de la Révolution Khamenei à une réunion en 1993 planifiant l'attentat dirigé le 18 juillet 1994 contre l'AMIA (Association Mutuelle Israélite d'Argentine) à Buenos Aires qui avait fait 85 tués (plus le kamikaze) et 300 blessés.

Le retour à la clandestinité n'a bien sûr pas fait disparaître les "brigades internationales" au premier rang desquelles se trouve le Hezbollah libanais, Les Hachd al-Chaabi (Unités de mobilisation populaire) irakiennes, la division afghane Fatemiyoun et la brigade pakistanaise Zeinabiyoun sont toujours au front en Syrie (et en Irak) en soutien des régimes locaux. Enfin, il semble que la force al-Qods est en train de développer ses réseaux déjà existants en Afghanistan où le départ programmé des forces de l'OTAN - s'il se confirme avec la nouvelle administration US - change considérablement la donne, au Pakistan et en Asie centrale. À leur habitude, les mollahs jouent dans tous les camps dans la mesure où ces derniers s'opposent aux Américains et aux Israéliens. Avec Téhéran, il faut s'attendre à des alliances étranges ( Hamas et Jihad islamique palestinien, mouvements marxistes - à l'origine - et surtout sunnites, l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan chiite, etc...).

Sur le plan politique et sans entrer dans les détails, l'attitude générale de l'administration Trump vis-à-vis de l'Iran (avec la sortie de l'accord JCPOA) et l'assassinat du général Soleimani ont influencé les élections législatives iraniennes de 2020 qui se sont tenues le 21 février et 11 septembre dans le cadre d'une crise économique majeure sans compter la Covid-19 qui a fait des ravages dans le pays (54.000 morts officiellement répertoriés mais le chiffre est vraisemblablement bien supérieur). Cela a amené au pouvoir la droite conservatrice qui devrait aussi remporter l'élection présidentielle de 2021. Ironiquement, les sanctions américaines n'ont pas produit l'effet escompté : la population perse ne s'est pas révolté contre les mollahs...

Les Israéliens ont apporté leur contribution à l'effort de Trump (ils lui devaient bien ça car il a fait plus pour Israël en trois ans que ces prédécesseurs en trente ans) dans le but de diaboliser un peu plus l'Iran dans l'opinion occidentale en général et américaine en particulier afin de rendre plus difficile une reprise des négociations dans le cadre de l'accord JCPOA.

Depuis longtemps, le Mossad avait montré qu'il était capable de conduire des opérations clandestines en Iran. On se rappelle le vol en janvier 2018 d'une demi-tonne de d'archives sensibles concernant le nucléaire comprenant 55 000 fiches et 55 000 documents sous forme de 183 CD dans la banlieue sud de Téhéran.

En dehors des missions de recueil de renseignement, le Mossad a mené de nombreuses opérations *homo* (assassinats ciblés) et *arma* (destruction de matériels) en Iran. Les cibles humaines étaient principalement des personnels travaillant sur les programmes nucléaire et balistique. Cela avait même fini par indisposer Washington qui avait demandé que ces assassinats extrajudiciaires cessent. Mais profitant de la vacance actuelle du pouvoir à la Maison-Blanche, les Israéliens sont repartis sur le sentier de la guerre.

Le 7 août 2020 vers 21 h 00 à Téhéran, deux motards ont abattu avec un pistolet équipé d'un silencieux les passagers d'une Renault L90 *sedan*. Le conducteur était Abdullah Ahmed Abdullah alias Abou Mohamed Al-Masri, l'un des 22 responsables d'Al-Qaida "canal historique" dont la tête figurait sur la première affiche de recherche du FBI parue le 10 octobre 2001 juste après les attentats du 11 septembre de la même année. Ancien footballeur égyptien (né en 1963), Abdullah aurait rejoint l'Afghanistan en 1988 pour y mener le jihad contre les Soviétiques. À la fin de la guerre en 1989, n'étant pas autorisé à revenir en Égypte, il serait resté sur zone. En 1992, il aurait rejoint Oussama Ben Laden au Soudan où ce dernier mettait sur pied sa nébuleuse sous la protection de l'"internationale islamique" d'Assan al-Tourabi qui dirigeait alors le pays. Le rêve de ce dernier était d'unir les musulmans - sunnites et chiites - dans un jihad global contre les mécréants. C'est à cette époque qu'il y a eu des contacts, parfois opérationnels, entre les activistes du Hezbollah libanais (chiite) et Al-Qaida (sunnite).

Abdullah aurait formé des jihadistes en Somalie avant de revenir en 1996 en même temps que Ben Laden en zone pakistano-afghane. Par la suite, il a été accusé d'avoir planifié les attentats à la bombe du 7 août 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi au

---

Kenya et de Dar es Salam en Tanzanie. Ils avaient causé la mort de 224 personnes et fait plus de 5.000 blessés.

Abdullah, comme beaucoup d'autres membres d'Al-Qaida, s'est réfugié en Iran après l'invasion de l'Afghanistan par les Américains à la fin 2001. Il y a été placé en détention puis en résidence surveillée par les pasdarans. En 2015, ces derniers ont négocié sa libération contre celle d'un diplomate iranien pris en otage par Al-Qaida dans la Péninsule Arabique (AQPA) au Yémen. Ayant recouvré la liberté, il n'aurait pas quitté l'Iran.

L'autre victime est sa fille Miriam âgée de 27 ans, veuve d'Hamza Ben Laden (un des fils d'Oussama Ben Laden) lui-même droné fin 2019 en région AfPak. Des officiels US parlant sous le sceau de la confidentialité affirment que Miriam était une "dangereuse activiste impliquée dans la planification d'opérations terroristes" à venir. Cette version est possible mais l'importance des femmes dans la nébuleuse islamique salafiste (à l'exception de Boko Haram) semble toujours avoir été limitée. Alors, est-ce une "perte collatérale" ou un acte d'intimidation montrant que personne n'est épargné ? De toutes façons, les militaires savent que la guerre secrète est comme les autres, cruelle. Pour les civils qui "appellent aux armes" en permanence, cela semble être un peu différent...

Les Israéliens sont désignés dans cette opération car ils ont déjà utilisé cette méthode en Iran, mais ils préféraient généralement utiliser des mines ventouses. Cela permettait aux exécuteurs de s'échapper plus facilement car tuer un conducteur avec une arme à feu peut provoquer un accident dans lequel les assaillants sont également impliqués. D'ailleurs, les opérateurs directs ne sont probablement pas des Israéliens de l'unité "Kidon" mais des Iraniens membres de mouvements d'opposition au régime recrutés, formés et équipés par le Mossad. En effet, engager un citoyen israélien comme acteur direct d'une opération *homo* en Iran est très risqué. À savoir qu'en cas de capture, l'État hébreu serait alors mis dans une position très inconfortable, soit de laisser pendre un de ses officiers opérationnels comme ce fut le cas pour Elyahu Ben-Shaul Cohen en Syrie en 1965, soit d'avoir à négocier un échange comme cela est arrivé pour libérer deux officiers opérationnels arrêtés en Jordanie en septembre 1997 alors qu'ils avaient tenté d'assassiner Khaled Mehaal responsable du Hamas dans ce pays. Dans les deux cas, la "publicité" qui serait faite par la propagande iranienne serait catastrophique. Cela ne veut pas dire qu'Israël ne s'engage pas directement mais c'est souvent lors d'opérations du type *hit and run* et dans des pays tiers.

L'objectif de ces meurtres était de prouver que l'Iran reste l'ennemi numéro un du monde civilisé en général et américain en particulier en raison des liaisons troubles entretenues avec Al-Qaida... S'il est exact que Téhéran a accueilli fin 2001 de nombreux membres de cette organisation salafiste-jihadiste dont une partie de la famille Ben Laden, il est vraisemblable que ces "réfugiés" lui ont servi de monnaie d'échange contre la nébuleuse qui a dû mettre un sérieux bémol à son anti-chiisme primaire. Cela dit, les services iraniens ont ainsi eu le loisir de manipuler une partie d'Al-Qaida à des fins détournées. Il est difficile d'imaginer qu'ils n'aient pas utilisé cet atout qui leur était offert sur un plateau d'autant qu'après les attentats de 2001, Téhéran avait proposé à Washington de coopérer dans la traque de leurs auteurs. Cette offre avait alors été rejetée avec dédain.

Le 27 novembre 2020, c'était au tour de Mohsen Fakhrizadeh-Mahabadi, un scientifique de haut niveau dans le domaine du nucléaire qui était assassiné par balles à l'est de Téhéran. Professeur de physique à l'Université Imam Hussein, il avait le rang de brigadier général au sein des pasdarans. Dans le passé, les services israéliens qui avaient déjà tué quatre scientifiques (Majid Shahriari - 29/11/2010 -, Masoud AliMohammadi -12/01/2010 -, Dariush Rezaeinejad - 23/07/2011 -, Mostafa Ahmadi Roshan - 11/01/2012 -) sont soupçonnés être derrière cette opération *homo* même s'ils ont encore fait appel à des sous-traitants pour les raisons évoquées précédemment.

Depuis les opérations *homo* de 2010/2011, les plus hautes autorités iraniennes et les personnes jugées sensibles (dont les scientifiques travaillant dans les domaines du nucléaire et des missiles) sont protégées en permanence par un service spécial. Il semble qu'il y a eu, non pas une "faillite" dans ce service de protection mais d'un "gouffre" même s'il s'agissait d'une opération très professionnelle. Elle nécessitait d'obtenir des renseignements bien en amont de manière à tendre cette embuscade au bon endroit et au bon moment. D'ailleurs, de vives critiques s'élèvent en Iran sur l'incapacité des services de renseignement à détecter des réseaux d'espionnage dans le pays même alors qu'ils sont accaparés à traquer des journalistes et des intellectuels jugés présenter un danger pour le régime.

Ces assassinats ciblés pourraient être assimilés à du "terrorisme d'État" comme c'est le cas pour Téhéran. Il existe toutefois une différence, les Iraniens ont toujours visé - en dehors des opérations menées au Liban dans les années 1980 -, des opposants (leurs propres concitoyens) ou des civils de préférence juifs mais les pertes collatérales ont été immenses dans les attentats commis dans la Corne de l'Afrique ou en Argentine. Les Israéliens sauf à l'origine (lire à ce sujet l'excellent ouvrage de Rohen Bergman : "Lève-toi et tue le premier. L'histoire secrète des assassinats ciblés commandités par Israël" paru chez Grasset en février 2020) ont surtout ciblé des militaires, des miliciens, des activistes, des trafiquants qui avaient une responsabilité opérationnelle, logistique ou technique dans la guerre menée contre l'État hébreu. Certes, cela peut choquer mais comme l'on dit dans les armées: les Israéliens et le directeur du Mossad, Yossi Cohen présenté comme l'héritier putatif de Benyamin Netanyahu, "n'ont pas d'états d'âme mais des états de service". Ne jamais oublier qu'Israël se considère comme en guerre depuis sa création.

Il convient d'ajouter à ces opérations complexes les raids aériens menés par l'aviation israélienne en Syrie (et sans doute ponctuellement en Irak) contre des représentants iraniens. Les services israéliens auraient même reconnu à la fin 2020 avoir stoppé l'effort iranien en Syrie, voire, à l'avoir fait reculer...

### **Les réactions de Téhéran : le redémarrage de l'effort nucléaire et la corde pour les "traîtres".**

En dehors des cris habituels "mort à Israël" proférés dans la rue et jusqu'au parlement, Téhéran pour l'instant s'est contenté de remettre à l'ordre du jour un projet de loi qui permettrait d'augmenter le niveau d'enrichissement de l'uranium à 20% et plus (actuellement, l'Iran enrichit son uranium à 4%, alors que le taux prévu par l'accord nucléaire est de 3,67%). En outre, cette loi propose d'utiliser les centrifugeuses IR-2M sur le site de Natanz et d'installer des IR-6 sur celui de Fordo alors que l'accord nucléaire n'autorise que l'emploi de centrifugeuses IR-1. Le réacteur d'Arak serait relancé et la construction d'un second serait envisagée. Enfin, les autorités renonceraient au protocole additionnel donnant à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) un accès plus large aux informations fournies par Téhéran dans le domaine nucléaire.

Ce sont les opposants qui semblent payer les pots cassés de manière à montrer qu'il n'est pas dans l'intérêt d'un citoyen iranien - même détenant la double nationalité qui n'est pas reconnue par Téhéran - de "passer à l'ennemi".

---

Jamshid Sharmahd (né en 1955), un journaliste irano-allemand qui vivait depuis 2003 aux Etats-Unis a été enlevé en juillet 2020 alors qu'il était de passage à Dubaï. Responsable du "Comité du Royaume d'Iran" dit "Tondar" (Tonnerre), bras exécutif de l'"Assemblée du Royaume d'Iran" un groupuscule d'opposition royaliste iranien fondé en 2004 qui combat le régime en place à Téhéran sans reconnaître la légitimité du fils du Shah, Réza Pahlavi, il est accusé d'avoir été impliqué dans l'attentat de 2008 dirigé contre la mosquée Husayniyah Sayyid al-Shuhada à Chiraz qui avait fait 14 morts et 215 blessés. Trois protagonistes supposés (deux étudiants et un ouvrier) ont déjà été pendus en 2009 pour cette affaire. La version de Tondar qui a revendiqué l'opération est que l'attaque visait le quartier général de la milice Basidji de Chiraz. Le fondateur de ce mouvement, Fathallah Menhujri alias Frode Folland, et deux de ses proches ont disparu en 2007, sans doute victimes des services secrets iraniens. Bien que sa famille affirme de Sharmahd n'a rien à voir avec cette action armée, le temps n'est pas à la clémence en Iran. Plus de 200 prisonniers ont été exécutés depuis le début de l'année (le bilan réel sera connu dans les mois qui viennent)

Rouhollah Zam (né en 1978) avait fui l'Iran en 2011 après avoir participé au soulèvement postélectoral de 2009 (après la désignation contestée de Mahmoud Ahmadinejad pour un deuxième mandat ; onze opposants avaient alors été officiellement exécutés en 2010) pour lequel il avait été emprisonné à la sinistre prison d'Evin à Téhéran. Il vivait avec femme et enfants en exil à Montauban où il était placé sous protection policière. Mais contre l'avis des autorités françaises, il s'était rendu en Irak en octobre 2019 où il a été enlevé sans doute par le service de renseignement des pasdarans dans des circonstances obscures. L'Iran a accusé l'opposant d'être "dirigé par le renseignement français et soutenu" par les services secrets des États-Unis et d'Israël. Il était souvent invité sur le service en persan de la "voix de l'Amérique" (VOA), chaîne historique de propagande américaine qui avait été largement utilisée durant la Guerre froide contre l'URSS.

Rouhollah Zam a dirigé à partir de 2015 la chaîne "Amadnews" sur la plate-forme de messagerie cryptée Telegram. À ce titre, il a été accusé par Téhéran d'avoir joué un rôle actif, par l'intermédiaire de ce média, dans les manifestations qui ont duré du 28 décembre 2017 au 3 janvier 2018 et au cours desquelles au moins 25 personnes avaient trouvé la mort. Le régime iranien avait qualifié ce mouvement de protestation contre la vie chère de "sédition". Il avait demandé en décembre 2017 à Telegram de suspendre "Amadnews" car cette chaîne "prônait la violence" contre le pouvoir. Après sa suspension, le canal avait repris ses activités sous un autre nom. Les services de renseignement des Gardiens de la révolution ont également pris le contrôle d'"Amadnews" qui comptait un million d'abonnés avant l'annonce de son arrestation.

Zam a été inculpé pour 17 chefs d'accusation dont ceux d'espionnage au profit de la France et d'Israël, d'insulte à l'égard du Guide suprême de la Révolution et de "corruption sur terre". La télévision iranienne a montré des images de lui avouant ses "fautes" et "regrettant" tout ce qu'il avait fait ces dernières années. Le 30 juin 2020, il était condamné à la peine capitale par pendaison et exécuté le 12 décembre 2020.

Habib Chaab alias Habib Asyud, membre de l'opposition iranienne et leader de la branche suédoise du "Mouvement arabe de lutte pour la libération d'Ahvaz" (ASMLA), un groupe créé il y a une dizaine d'années réclamant indépendance de la minorité arabe vivant principalement dans le Sud-ouest du pays, région sensible car riche en hydrocarbures (mais les populations locales se sont toujours plaintes d'être marginalisées, discriminées et ne retirant aucun avantage de l'exploitation pétrolière) s'est rendu à Istanbul le 9 octobre 2020. Comme dans le cas de Zam, il a été enlevé et acheminé clandestinement en Iran. Là, il a été officiellement arrêté et, selon la télévision d'État, a "avoué ses crimes".

Les responsables politiques de l'ASMLA agissent depuis l'étranger et en particulier depuis l'Europe où ils sont réfugiés, mais des chefs militaires mènent des actions à caractère terroriste en Iran même. Le porte-parole de l'ASMLA a déclaré que Chaab vivait en exil en Suède depuis 14 ans et que ses aveux avaient été soutirés sous la contrainte.

L'affaire de son enlèvement est complexe. Chaab serait divorcé d'une Iranienne nommée Saberin Saeidi également connue sous d'autres identités. Cette dernière vivrait en Iran. Avec le temps, son ex-époux qui se serait remarié il y a quatre ans se serait très endetté. Après l'avoir dépanné une première fois, Saeidi lui aurait proposé la somme de 100.000 € à lui remettre en mains propres! C'est sans doute l'explication de sa venue à Istanbul. Chaab avait caché son intention de voyager à ses proches sachant qu'ils auraient tout tenté pour l'en dissuader. Toujours est-il que Saberin Saeidi serait arrivée d'Iran avant lui avec un faux passeport. Elle aurait retrouvé son ex-mari dans un van blanc garé dans une station-service du quartier de Beylikdüzü, banlieue d'Istanbul. Il serait tombé dans un traquenard, ligoté et drogué puis conduit par voie routière jusqu'à la région du lac Van. De là, il aurait été transféré clandestinement en Iran.

Et quelle va être la suite? Il faut attendre que Joe Biden soit en place à la Maison-Blanche, mais rien n'est certain surtout quand on sait que le contentieux irano-américain est extrêmement profond. Les opinions des différents responsables américains sont variées. Si le Pentagone est globalement offensif, le commandement de l'US Navy reste plus prudent car il craint les dommages que pourraient occasionner les missiles sol-mer iraniens à ses bâtiments croisant dans le Golfe d'Oman (sans parler de la fermeture possible du Détroit d'Ormuz au moins pour un "certain temps"). En Israël, le Mossad est très vindicatif alors que les services de renseignement militaires restent plus mesurés. Dans les deux cas - comme dans toute démocratie - c'est au pouvoir politique de faire des choix et d'en assumer les conséquences.